



ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2022.07.12/772

Thème : STATIONNEMENT.

Objet : Occupation du domaine public à titre privatif : autorisation délivrée au 4^{ème} RCH pour le stationnement de deux bus sur le parking de l'ancienne école du Prorel, avenue René Froger. Autorisation délivrée le 14 juillet de 08h00 à 20h00.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par le 4^{ème} RCH en date du 12 juillet 2022,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin de permettre le bon déroulement de l'accueil du 4^{ème} RCH, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Occupation du domaine public à titre privatif : autorisation délivrée au 4^{ème} RCH pour le stationnement de deux bus sur le parking de l'ancienne école du Prorel avenue René Froger. Autorisation délivrée le 14 juillet de 08h00 à 20h00

Article 2 : En cas de nécessité ou d'urgence, les véhicules devront être déplacés immédiatement. La sécurité des piétons ainsi que celle des personnes à mobilité réduite devra être constamment assurée par le 4^{ème} RCH notamment par la mise en place d'un cheminement piétonnier sécurisé.

Article 3 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire par le 4^{ème} RCH conformément aux textes en vigueur.

Article 4 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 6 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du Corps de Police Urbaine,
- le Responsable de la Police Municipale,
- le Directeur des Services Techniques,
- les Services Techniques Communaux

Article 8 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal
- la C.C.B
- 4^{ème} RCH

Fait à Briançon, le 12 juillet 2022

Le Conseiller Municipal délégué à la Sécurité

Par délégation,
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le : **15 JUL. 2022**